

# Les Arabes entre le compromis politique et le refus ontologique

PAR GHASSAN SALAME\*

**T**out est déjà là : les arguments, les craintes, les appels angoissés à l'Occident. Tout est déjà dans ce petit opuscule publié autour de 1919 par « les amis de la Terre sainte » (1), et qui a pour titre : *l'Etat juif en Palestine : opinion d'un indigène*. L'auteur y fait preuve d'une grande lucidité. Qu'on ne lui dise pas que lord Balfour n'a promis aux Juifs qu'un simple « foyer » : « Si "foyer juif" et "Etat juif" ne désignent pas en fait une seule et même chose, le second est l'aboutissement logique et inmanquable du premier. » Le projet sioniste est donc politique : « Malgré tous les euphémismes, et sous quelque forme qu'il se présente, un Etat juif en Palestine constitue à nos yeux la domination d'une race ou d'un culte, et une telle domination nous semble en flagrante contradiction avec les principes proclamés par les Alliés, préjudiciable aux intérêts du pays et portant en elle le germe de graves complications. » S'adressant ensuite aux Occidentaux qui venaient de défaire dans les deux sens du terme l'Empire ottoman, sous les applaudissements de nombreux « indigènes », l'auteur poursuit : « Un changement de joug n'est pas la libération promise ; si l'on n'est arraché à la domination turque que pour passer sous celle d'un autre race, fût-elle la race élue, le changement n'a rien d'attrayant. » Suit une discussion de *l'Etat juif* de Theodor Herzl, des écrits de Pinsker et des résolutions du premier congrès sioniste. L'auteur évoque avec prémonition « l'irréductibilité sioniste, d'une envergure peu ordinaire » et qui expliquera, pour ses lecteurs, tout ce flou qui entoure jusqu'à aujourd'hui les frontières de l'Etat d'Israël. Se lançant ensuite dans l'argumentaire biblique, il insiste sur le fait qu'en Palestine les Juifs, venus de Chaldée, étaient « des étrangers ». Exit l'argument religieux. L'argument diplomatique le suit : « Les puissances européennes auront à lutter continuellement contre les tendances expansionnistes qui découlent du principe même du sionisme. Ce sera la réédition de la question balkanique. »

L'auteur de cet opuscule n'est ni un antisémite parisien ni un fondamentaliste islamique, mais Chéikh Youssef Khazen, un notable maronite, modéré et cultivé, du Kesrouane, dans la montagne libanaise. Ceux qui sont familiers des écrits arabes sur la Palestine savent la permanence de ces thèmes développés il y a près de soixante-dix ans. Si l'on s'étonne, en Europe, que de tels arguments aient conservé leur fraîcheur, c'est que les deux cultures vivent dans deux périodes différentes de l'histoire. Les Arabes ont vu naître et se réaliser à leurs dépens, dans un mouvement unique, commencé au siècle dernier et qui n'a pas cessé depuis lors, le projet sioniste. L'Europe, elle, est obsédée par la rupture provoquée par la Seconde Guerre mondiale.

Car la légitimité effective de l'Etat d'Israël, c'est bien celle qu'un Elie Wiesel évoque à satiété, celle qui émeut un François Mitterrand et incite l'Allemagne à payer les réparations de guerre à l'Etat juif, autrement dit celle, que les Israéliens tirent du génocide. Un peuple passé par une telle expérience a des droits qui paraissent d'une autre nature que les protestations un peu gauches de quelque notable palestinien en mal de notoriété, ou des enfants de l'Intifada. Israël paraît être un volet de la victoire des Alliés dans la Seconde Guerre mondiale, comme la déclaration Balfour n'avait été qu'un codicille de leur victoire dans la Première.

Cette légitimité israélienne, recueillie en cours de route, plusieurs décennies après l'installation en Palestine des premiers sionistes, est étrangère à l'appréciation du fait israélien par ses voisins et victimes. Les Arabes ont de la difficulté à considérer la Seconde Guerre mondiale comme mondiale. Eux n'y étaient guère partie prenante, même si Israël n'a cessé de monter en épingle tout contact entre les Arabes de l'époque et les puissances de l'Axe, comme pour impliquer ces derniers, malgré eux, dans le projet nazi et, partant, dans l'horreur du génocide et les amener ainsi à accepter la légitimité effective d'Israël, celle d'un remède, d'une compensation, à la folie destructrice d'Hitler. C'est là la source d'un énorme malentendu : on pourra difficilement convaincre un Arabe que l'Humanité entière devrait porter le péché nazi sur son front et un Arabe aura bien de la peine à convaincre le monde que le génocide a été essentiellement un moment de l'histoire européenne, horrible certes, mais foncièrement étranger pour le lanceur de pierres de Gaza, l'islamiste égyptien ou la bonne âme du Se-Tchouan. Le conflit a trop duré pour que ces différentes dimensions, patriotisme palestinien, nationalisme arabe, combat anti-impérialiste ou encore simple refus d'une autre religion incarnée en un Etat, ne s'imbriquent pas d'une manière déroutante pour tout homme cultivé... sauf peut-être pour James Baker qui, avec son *double-track* palestinien et arabe, ouvert à Madrid, veut à la fois constater la nature devenue purement cérémonielle de la présence soviétique et ignorer la dimension religieuse de ce conflit.

Quant aux Palestiniens, à quel ensemble appartiennent-ils ? A l'origine, il n'y avait pas de doute qu'il s'agissait de l'ensemble syrien ou de ce qu'on appelait à l'époque « la Syrie intégrale ». Telle est l'opinion de Khazen, qui, lui, s'attendait à la constitution d'un mouvement nationaliste qui « ne tend à rien moins qu'à constituer ce vaste réservoir d'hommes et de richesses qui s'étend de la Méditerranée à la Perse et du Taurus à la mer Rouge en une seule unité politique sous la forme qui s'adaptera la mieux aux circonstances. » Témoignage plus éloquent encore de cette osmose quasi parfaite au sein de « la Syrie intégrale », le best-seller d'Anton Shammas, *Arabes* -

**Palestinien, panarabe, islamique, le conflit né de la naissance de l'Etat d'Israël, au cœur du Levant, assume tout à la fois ces trois dimensions. Pourtant, le fait israélien est irréductible aux analyses historiques des Arabes. C'est à Israël de se faire accepter après avoir su s'imposer par la force des armes et de sa diplomatie.**



niennne est devenue le symbole d'une lutte sans fin contre l'occupation, ce symbole perdait de son impact avec l'éloignement dans l'espace. Certes, des soldats marocains ont combattu (avec bravoure) sur le Golan; certes, l'Algérie a manifesté un soutien constant à l'OLP et la Libye de Kadhafi ne manque jamais l'occasion d'exprimer bruyamment ses refus. Mais l'affaire est d'abord celle du Machrek. Ensuite, au sein du Machrek, elle est avant tout l'affaire des Palestiniens, puis des pays limitrophes de la Palestine.

Les Palestiniens eux-mêmes, comme les Jordaniens et de nombreux Libanais, hésitaient encore entre une opinion nationale distincte et un simple rattachement à la Syrie. Mais alors que les habitants du Liban et de la Jordanie ont eu le temps nécessaire pour sortir de cette chrysalide nationalitaire, les Palestiniens, eux, ont eu à affronter de nouvelles vagues de colons juifs, grossies par l'approche de la tempête hitlérienne. La spécificité du « cas » palestinien dans l'ensemble du Levant arabe ne faisait que s'en renforcer d'autant, pour s'établir définitivement en 1948-1950, avec la proclamation de l'Etat juif, bientôt suivie par l'annexion par la Jordanie et l'Egypte des zones non intégrées à l'Etat hébreu. Certes, un gouvernement palestinien avait-il été proclamé auparavant, mais il ne durera pas, tant son programme de gouverner « l'ensemble de la Palestine » était en contradiction avec le fait accompli sur le terrain. La suite est connue : la dialectique du local (palestinien) et du régional (arabe) se désarticulait en une opposition de deux éléments qui tendaient à s'exclure mutuellement. Avec la dispersion démographique des Palestiniens et l'émergence du nasséro-baasisme, le caractère régional du conflit s'imposait pour au moins deux décennies, pendant lesquelles les Palestiniens ne formaient plus qu'un appoint, sans grande importance, à différents gouvernements et partis arabes.

ques, premier roman écrit en hébreu par un Arabe israélien. L'auteur/narrateur, producteur de programmes à la télévision israélienne, descend d'une famille de Khabab, dans le sud de la Syrie actuelle, qui s'était installée (le mot émigrer serait bien trop fort) à Fassouta, en Haute-Galilée. Son oncle a longtemps fait de la contrebande à travers la frontière nord avec le Liban, et sa mère a passé de nombreuses années à Beyrouth. C'est en Cisjordanie qu'il ira retrouver certains éléments perdus de sa grande famille. Avec l'émergence du nationalisme arabe, les frontières de cet ensemble se sont élargies. Nassérisme et baasisme ont prôné une corrélation quasi absolue de la Nation et des terres sur lesquelles l'arabe est parlé. Cet élargissement, qui impliquait que les Arabes fussent également partie prenante de la question de Palestine — « de Bagdad à Tétouan », comme le disait la chanson des années 1930 —, agissait grâce à un nombre renouvelé de fausses fenêtres. Si la question palestinienne

L'autre aspect de cette désarticulation de la dialectique originelle n'est pas moins connu : ressentant le malaise causé par leur noyade forcée dans l'ensemble arabe, les Palestiniens se voyaient frustrés par la perte de leur identité propre, alors que Libanais, Jordaniens et autres Syriens, plutôt que de se fondre dans quelque ensemble régional, consacraient l'indépendance de leurs Etats et s'y retranchaient. Le mouvement Fath est le résultat direct de cette frustration. Depuis sa constitution en 1959, et plus encore depuis la défaite de 1967, le mouvement s'est attaché à ramener dans les mains des Palestiniens eux-mêmes toute décision concernant leur sort.

Plus le Fath et l'OLP en général insistaient sur « l'autonomie de la décision palestinienne », plus ils démotivaient les Arabes, gouvernements et individus, de s'impliquer dans leur cause. C'est pourquoi l'isolement des Palestiniens, hier dans Beyrouth envahie par l'armée de Sharon et aujourd'hui dans les dédales boueux de Gaza, est, pour la direction de l'OLP, la conséquence logique d'un processus de trente ans, qui visait à redonner aux Palestiniens la maîtrise de leur sort. Si le soulèvement actuel n'aboutissait pas à une solution durable, c'est-à-dire étatique, du problème palestinien, le triomphe de l'isolationisme palestinien sur l'arabisme d'hier pourrait, dans un mouvement de pendule, disparaître à son tour. Il serait remplacé soit, comme dans les années soixante, par une implication régionale déterminante, soit, plus probablement, par un nouvel équilibre des facteurs locaux (palestiniens) et régionaux (arabes), équilibre formé autour d'un nationalisme arabe qui aurait entre-temps intégré une forte dose d'islamisme.

Ce mouvement unitaire sous-jacent, aux couleurs du nationalisme ou de l'Islam, devra à son tour se heurter au fait israélien. Car la culture politique arabe, y compris celle de l'Egypte post-sadatienne, demeure marquée du sceau de la défaite face à Israël. Qu'il ait cherché ou non, l'Etat hébreu demeure, dans son origine intellectuelle, dans son intimité avec l'histoire européenne, dans sa suprématie militaire, dans son étrangeté religieuse et culturelle, le point de fixation privilégié d'une rencontre douloureuse, sanglante et saturée de malentendus entre l'Orient arabe et l'Occident. Ben Gourion voulait faire d'Israël « un avant-poste de l'Occident dans cette mer de barbarie ». Il a été pris au mot par les « indigènes », qui chercheront encore longtemps à faire payer à Israël cette « fonction néocoloniale » par lui assumée. Aucun gouvernement de la région, même le plus enclin à l'accommodement, ne saurait ignorer l'efficacité politico-militaire encore bien réelle de ce substrat culturel et idéologique.

Cela vaut d'abord pour les pays que les Palestiniens ont eu pour voisins pendant des siècles.

L'Egypte en premier lieu. Ce pays a mis bien du temps à se convaincre de sa place centrale dans le conflit. Une fois éclos, cette conscience était fortement liée à la décision de jouer un rôle régional, dont la lutte contre le sionisme paraissait être le préalable nécessaire. La grande explication de la visite de Sadate à Jérusalem me paraît donc bien peu résider dans le coup de génie individuel du président égyptien. L'essence de cet acte se trouve dans l'incapacité grandissante de l'élite égyptienne à s'adapter, après le départ de Nasser en 1970 et le choc pétrolier de 1973, à une position de parent pauvre dans l'ensemble arabe. L'objectif d'hégémonie régionale devenu

impossible à réaliser, l'Égypte pouvait composer sur l'instrument de cette hégémonie, d'où les accords de Camp David. Dans une Égypte à présent heureuse de renouer avec le monde arabe, en dépit de ces accords hier encore posés en obstacle insurmontable à toute normalisation, rares sont ceux qui remettent en cause les engagements de Sadate, redevenus populaires au lendemain de la guerre du Koweït et à la veille de Madrid. Pour pouvoir les accepter, les Égyptiens ont donc fait porter aux accords des charges bien lourdes. Certes, l'aide américaine s'est concrétisée et des milliers d'Égyptiens se sont enrichis. Mais l'élite égyptienne aurait bien plus de difficultés à défendre ces accords si la dette extérieure venait à s'aggraver, si la prospérité factice d'aujourd'hui prenait fin et si l'État qui a souscrit ces accords se trouvait incapable de supporter plus longtemps encore l'énorme fardeau social qu'il a accepté de porter.

On a voulu réduire la Syrie au statut auquel l'Égypte a été reléguée depuis les accords de Camp David. Bien naïf qui croit que le président Assad pourrait réduire la part de la Syrie dans ce conflit à la seule affaire du Golan. Toujours est-il que, partant de l'idée que le soutien soviétique s'est affaïssé, que l'établissement de la «parité stratégique» avec Israël se termine sur un échec, que l'incapacité des Syriens à poursuivre le gigantesque effort militaire commencé au lendemain de la visite de Sadate à Jérusalem est aujourd'hui patente, que les difficultés économiques et les problèmes rencontrés au Liban ne cessent pas et qu'enfin la position de Damas dans la guerre du Golfe a changé sa position internationale, de nombreux décideurs occidentaux pensent pouvoir aborder la Syrie dans des conditions nouvelles.

Mais le succès de cette approche est bien plus hasardeux qu'il ne le fut en Égypte. Il y a d'abord le problème d'un régime politique qui a traditionnellement compensé l'étroitesse de sa base confessionnelle par une politique nationaliste sourcilieuse et qui risque donc de dévoiler la première en altérant la seconde. Il y a ensuite une intimité syro-palestinienne, géographique et surtout historique et humaine, qui n'a pas d'équivalent avec ce qu'ont été, dans l'histoire, les rapports égypto-palestiniens.

Cela est d'autant plus vrai que la Jordanie n'est pas ce que certains veulent qu'elle soit. Il est faux de considérer le couple jordano-palestinien tel qu'il est souvent présenté par des voyageurs hâtifs ou des propagandistes d'Ariel Sharon : un peuple frustré d'État d'une part et une dynastie frustrée d'un peuple de l'autre. Ce serait ignorer qu'une société jordanienne s'est bel et bien formée au cours des sept ou huit dernières décennies. La revendication palestinienne, elle-même partiellement suscitée par le fait israélien, aura conduit ainsi à l'émergence d'une identité politique jordanienne propre, avec laquelle, monarchie hachémite ou pas, il faudra compter. Entre la Syrie républicaine et la péninsule arabique, tribale et pétrolière, la Jordanie a su en effet jouer le rôle d'État-tampon. Cette fonction qui s'exerce sur un axe Nord-Sud est aussi utile à l'équilibre régional dans sa structure actuelle que le rôle d'État-refuge, également assumé par la Jordanie le long d'un axe Est-Ouest. D'origine péninsulaire, la monarchie hachémite a su s'implanter dans cette partie méridionale de la Grande Syrie et s'affirmer, avec le temps, comme un gage essentiel du statu quo territorial.

Les uns et les autres se trompent sur plusieurs points. D'abord, sur la densité de la société jordanienne et la vigueur probable de sa résistance à toute tentative pour en faire un simple appendice d'un pouvoir palestinien, installé à l'Est du Jourdain ; mais aussi, sur la résignation d'Arafat et de ses hommes, s'il devenait peu ou prou maître de la Jordanie, à cesser de souhaiter un retour dans la mère-patrie.

Enfin, il ne faudrait pas sous-estimer la contradiction organique entre «la formule libanaise» telle qu'elle s'est développée à partir du XVII<sup>e</sup> siècle et «la formule israélienne» telle qu'elle est contenue dans l'esprit de Herzl et de la déclaration Balfour. La première est fondée sur le principe de la coexistence pacifique et fructueuse entre communautés religieuses reconnues en tant que telles. La seconde, au contraire, repose sur le fondement religieux exclusif du foyer-État à créer. L'État juif de Herzl est donc l'antithèse presque parfaite du pacte national de 1943 sur lequel le Liban indépendant a été bâti. En fait, si l'État juif signifiait un coup d'arrêt à l'assimilation des Juifs en Europe, il s'est acquis dans la pratique une autre fonction, celle de justifier la création au Levant d'États fondés sur l'appartenance religieuse unique. Le Liban moderne, lui, a été une tentative pour faire coexister des communautés différentes dans un cadre politique unique, aussi loin de la religion d'État, posée en principe constitutionnel dans de nombreux pays arabes et en Israël, que de la laïcité telle que la développe l'Occident depuis la Révolution française. S'il s'agissait à l'origine d'une tentative locale et surtout pragmatique d'organisation politique inspirée à la fois du

régime ottoman des Milliet et du républicanisme européen, le Liban, sans le chercher du moins au départ, est lui aussi devenu un contre-modèle à tous les Israël et autres Pakistan.

Les opinions de «l'indigène maronite» cité au début de ces pages illustrent bien la grande résistance de l'élite chrétienne d'Orient à faire sienne le modèle israélien. Cette élite était, dans son écrasante majorité, nationaliste et moderniste, imbue à la fois des idéaux de la Révolution française et de ceux du wilsonisme qui faisait battre bien des cœurs au lendemain de la Première Guerre mondiale. Ce nationalisme était libanais chez les uns, pansyrien ou panarabe, mais il était, dans tous les cas et contrairement à l'idée force de Herzl pour les Juifs, assimilationniste. Nul ne songeait à un État chrétien coupé de son environnement.

Nul doute que l'élite palestinienne chrétienne s'est entièrement assimilée au mouvement national palestinien. Elle a même fait de «l'excès de zèle» jusqu'au-boutiste avec ses Georges Habbache, Nayef Hawatmeh et autres Wadi Haddad. Les villageois chrétiens, eux, n'ont pas trahi la cause. Ils ont juste essayé, peut-être plus souvent que leurs voisins musulmans, de s'adapter ; ainsi en a-t-il été des habitants de Fassouta dont Shammas nous raconte la saga, qui n'ont trouvé mieux, pour répondre au risque d'expulsion massive par l'armée israélienne qui venait d'entrer dans leur village, que de se lancer «dans une dabké shamaliye, la farandole galiléenne endiablée qui exprimait le soulagement de ceux qui viennent d'échapper au malheur, la joie que trouvent les faibles à se soumettre au plus fort, le désir de plaire à l'étranger, la sagesse du paysan qui sort son arme la plus inattendue au moment le plus inattendu.»

Il est passé, le temps où le conflit israélo-arabe, voilant cette dimension religieuse qui lui est pourtant consubstantielle, reflétait presque fidèlement le conflit Est-Ouest, au grand soulagement et d'Israël et de l'Union soviétique, et pour le malheur des amis de l'Occident dans les rangs arabes. De nombreux Arabes ont cherché à dépasser la raison d'être d'Israël et celle, aussi, qui le rendait inacceptable pour les Palestiniens et les autres Arabes, pour poser une nouvelle grille de lecture empruntée à la logique des deux blocs. Pour eux, le combat réel au Moyen-Orient opposait «l'impérialisme, Israël et les réactionnaires arabes» d'une part et de l'autre «le camp socialiste et les forces progressistes arabes».

Le conflit de Palestine était ainsi noyé dans une vue globale du monde, celle de la guerre froide. Cette lecture bien idéologique du fait israélien n'était certes pas de mise en 1948, où l'Union soviétique de Staline paraissait plus enthousiaste pour la création de l'Etat d'Israël que nombre de gouvernements occidentaux.

L'âge d'or d'une lecture calquée sur le conflit Est-Ouest commençait, pour atteindre son apogée lors de la guerre de 1967. Mais cette adéquation quasi parfaite du régional et du global, atteinte au lendemain de la guerre des Six Jours n'allait guère durer. L'engagement des Etats-Unis aux côtés d'Israël allait certes en se consolidant, pour atteindre en 1973 les sommets du fameux pont aérien et de l'alerte nucléaire, et finirait par aboutir en 1981 à un traité de coopération stratégique qui, par certains aspects, allait au-delà d'une simple alliance. Et paradoxalement, du côté arabe, l'amitié avec l'URSS s'effritait au lieu de se renforcer et les Etats-Unis émergeaient progressivement comme le *go-between* exclusif.

Si l'idéologique s'effrite, si le national s'essouffle, le substrat religieux, lui, réapparaît, par le fer et par le sang, comme une constante du conflit. Au colloque islamique de Téhéran, réuni la semaine dernière comme un anti-Madrid hâtif et sans lustre, un choix judicieux de versets coraniques par le maître de céans, l'ayatollah Kharroubi, réactivait d'ancestrales condamnations. Les Arabes ont, néanmoins, dans leur majorité, refusé de glisser sur le terrain de la guerre de religion, même si leur discours nationaliste, comme tout discours politique du Moyen-Orient, est peu ou prou porteur d'une charge religieuse. Ce refus tenait à plusieurs raisons, dont le désir de ne pas s'aliéner l'Occident chrétien dans son ensemble, le fait que la plupart des élites dirigeantes de l'époque avaient été formées en Occident, ou du moins par lui, et l'existence d'une importante communauté chrétienne parmi les Palestiniens. S'y ajoutera ensuite, dans certains milieux, un discours également élitiste et d'origine européenne, celui de l'anti-impérialisme.

Il serait trop long de revenir ici sur l'islamisation en cours du discours politique arabe, sur ses causes, ses manifestations et aussi ses limites. Contentons-nous de constater que le conflit avec Israël n'échappe pas à ce mouvement général. Bien au contraire, c'est là un domaine promis selon toute vraisemblance à une acuité plus grande dans l'islamisation du politique. C'est en fait dans ce domaine qu'en 1967 le

nationalisme arabe sécularisant et socialisant a trahi sa faiblesse. C'est là que le patriotisme palestinien (façon OLP des origines) a montré son inefficacité. C'est là que l'Autre (Israël) se trouve assumer le plus ouvertement son identité religieuse, poussant l'Arabe, dans un jeu de miroirs à l'infini, à exhiber la sienne. A ceux des Arabes qui préféreraient l'oublier, le Likoud a rappelé ce qu'un religieux musulman palestinien des années trente, mort au combat, Izzeddine Kassam, ce qu'un religieux chiite du Liban-Sud, également mort au combat en 1983, Ragheb Harb, n'avaient cessé de répéter : combattre Israël est avant tout un devoir religieux. Force est de constater que ces deux « martyrs » sont à présent largement écoutés, au Liban-Sud, à Gaza et en Cisjordanie, où les Palestiniens supportent de plus en plus mal le fondamentalisme juif, armé, agressif et jusqu'au-boutiste des colons.

C'est d'ailleurs pourquoi, de toutes les grilles que les Arabes ont utilisées pour lire le fait israélien, celle qui continue de dominer est celle qu'inspire le précédent de l'Etat croisé : un fait accompli imposé de l'extérieur et qui porte en lui les germes de sa défaite finale. Il y a beaucoup de fatalisme dans une telle attitude, il y a aussi une survalorisation de l'histoire, une identification absolue et exclusiviste avec la terre. Il y a aussi, et cela me paraît grave, un refus profond de considérer la densité de la société israélienne, comme si Israël pouvait être réduit à sa fonction de relais de l'agression extérieure. Plus, il y a dans cette attitude, une espèce d'incapacité à s'insérer, d'une manière satisfaisante pour soi et pour les autres, dans le cours de l'Histoire. Le discours répétitif sur la spécificité illustre bien cette incapacité, que le fait israélien, par ses succès arrogants, est loin d'avoir diminué.

Or, James Baker n'en a cure : il invite à une conférence véritablement postmoderne, méprisante à l'égard de l'Histoire, ignorante des nostalgies et indifférente aux religions. Ce qu'impose le secrétaire d'Etat américain, c'est une dépréciation volontariste de la place du Levant dans l'Histoire, de sa spécificité posée en règle, de l'infatuation des Juifs et des Arabes envers leurs propres mythes...

**\*Membre de la délégation libanaise à la Conférence de paix de Madrid. Directeur de recherche au CNRS, spécialiste de l'histoire contemporaine du monde arabe.**

(1) 248, boulevard Raspail à Paris